

attribue faussement, en général, la pauvreté des pauvres à la richesse des riches. Plusieurs s'imaginent qu'ils touchent moins parce que leurs voisins reçoivent trop. Pour combler l'écart, ils proposent donc l'imposition des riches. Je ne prétends pas qu'il faille dégrever les grandes fortunes, mais je soutiens qu'il est impossible de répartir toute la production du pays en enlevant aux riches pour donner aux pauvres.

M. HANSELL: C'est la méthode socialiste.

M. KUHL: Les économistes orthodoxes, y compris le ministre des Finances (M. Abbott), n'affirment pas que les pauvres sont pauvres parce que les riches sont riches, mais les programmes financiers du Gouvernement donnent à penser qu'il partage cet avis. Au cours du débat sur les subventions, le ministre du Travail (M. Mitchell) a déclaré que toute subvention provenait nécessairement du fruit de l'impôt. Une telle assertion laisse à entendre que pour aider les pauvres il faut grever les riches. Le ministre du Travail a tort de croire que les subventions sont versées à même le produit de l'impôt.

L'hon. M. MITCHELL: D'où viennent-elles donc? Tombent-elles du ciel?

M. KUHL: Si le ministre a la patience de m'écouter, je le lui apprendrai.

M. HANSELL: S'il l'avait su il n'aurait pas fait cette observation.

M. KUHL: Jusqu'à la présentation du présent budget, le Gouvernement a accusé d'énormes déficits qu'il a comblés en empruntant de la monnaie nouvellement créée par les banques. Ces billets neufs que le Gouvernement a empruntés lui ont permis de défrayer ses dépenses et de verser des subventions. Il est vrai que ces emprunts sont imputés sur la dette nationale et percevables au moyen d'impôts, mais en réalité la dette n'est jamais acquittée. Elle est simplement renouvelée. Le principal demeure et l'intérêt s'accumule.

Il est donc faux de dire que les subventions ont été versées à même les impôts. Elles proviennent de l'argent nouvellement créé par les banques et emprunté par le Gouvernement mais jamais des impôts.

L'hon. M. MITCHELL: L'honorable député me permet-il de lui poser une question? Prétend-il que les impôts qu'il a acquittés l'an dernier ne provenaient pas de sa bourse?

M. KUHL: Non; j'avoue que cet argent provient des impôts acquittés par le public, mais les banques ont créé, pour le prêter à l'Etat, une grande partie de l'argent affecté au paiement des subventions et à d'autres

dépenses; cet argent s'ajoute à la dette nationale et il ne provient aucunement des impôts.

L'hon. M. MITCHELL: La production le garantit.

M. KUHL: Cela revient à dire que le Gouvernement a converti en espèces, en utilisant de l'argent grevé, une partie de la production nationale qu'on ne pouvait convertir en argent dans le cours ordinaire des affaires. Je soutiens que si l'Etat doit convertir en monnaie une partie de la production nationale pour que la population en général puisse profiter de la production totale de la nation, il importe d'y arriver sans contracter de dette et sans recourir aux impôts. A mon sens, c'est là l'un des devoirs les plus importants et les plus sacrés de tout gouvernement moderne.

Lorsque l'Etat, par l'intermédiaire de son agence monétaire autorisée, émet des devises libres de dettes et d'impôts, en paiement de services publics, de primes, de subventions et ainsi de suite, il ne joue pas le rôle du Père Noël et le public n'obtient rien pour rien. Lorsque le Gouvernement crée et verse ainsi de l'argent, il agit simplement en qualité d'agent de toute la population en convertissant en monnaie des denrées qui existent déjà, que le public a produites et qui lui appartiennent mais qu'il ne peut se procurer avant qu'on les ait converties en monnaie.

Les socialistes prétendent que l'Etat ne peut distribuer les denrées qu'il ne possède pas. Les allocations familiales, les pensions de vieillesse et de multiples autres moyens démontrent que la chose se pratique tous les jours et qu'il est faux de prétendre le contraire. Quand le Gouvernement ajoute aux revenus réguliers de la population une somme suffisante pour porter son revenu global au niveau de la production totale, les consommateurs peuvent acheter toutes les denrées mises en vente, qu'elles soient produites privément ou publiquement.

Si les gouvernements avaient monétisé la partie de la production nationale qui ne l'est pas, en créant de l'argent libre de dette et libre d'impôt, il n'existerait pas de dette nationale et il n'y aurait pas d'intérêt à acquitter sous forme d'impôts. La dette nationale est un non-sens national. Les Canadiens ont toujours trouvé en temps de paix comme en temps de guerre, les moyens matériels de payer ce qu'ils entreprenaient. Les seuls éléments qui entrent dans le coût d'un article quelconque sont de caractère matériel, c'est-à-dire les efforts humains et les matériaux. Les Canadiens ont toujours réussi collectivement à solder le coût matériel. Alors comment peut-on logiquement soutenir qu'une dette nationale est inévitable?

[M. Kuhl.]